

GABRIEL PÉRIÈS  
DAVID SERVENAY

# UNE GUERRE NOIRE

*Enquête sur les origines  
du génocide rwandais  
(1959-1994)*

LA DÉCOUVERTE

Jacques Chaban-Delmas, lui offre une chance inespérée de diffuser ses idées à grande échelle au sein de l'institution militaire. Son exposé de l'IHEDN est imprimé à 25 000 exemplaires. Il enchaîne les conférences, jusqu'à rassembler plusieurs centaines d'officiers de réserve et d'active en juillet 1957 dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne.

À la direction des Services d'action psychologique et d'information (SAPI) du ministère, il se charge de la mise en place les 5<sup>e</sup> Bureaux d'action psychologique dans toutes les unités présentes en Algérie et impulse la rédaction des règlements qui en codifient l'organisation. De l'autre côté de la Méditerranée, les officiers coloniaux veulent non seulement une victoire militaire, mais aussi politique. Leur homme : le général De Gaulle, qu'ils pensent partisan du maintien de l'Algérie française. L'homme du 13 mai, on le sait, ne les suivra pas. Fin 1958, le choc est rude. Avec une grande fermeté, le général-président se sépare de ceux qui l'ont fait roi. Rappelé d'Algérie début 1959, en même temps que le général Salan, le colonel Lacheroy se retrouve cantonné à l'École militaire, à la direction de l'École nationale des officiers de réserve d'état-major (ENORSEM). Un placard, où il rencontre tout de même des « stagiaires » civils influents : Michel Poniatowski et un certain... Valéry Giscard d'Estaing.

Si le colonel Lacheroy a été écarté des instances décisionnelles, son savoir, la doctrine de la « guerre révolutionnaire », a marqué profondément toute une génération d'officiers, notamment ceux qui l'ont connu comme directeur du CEEA. Parmi ses élèves, un capitaine prometteur, Jacques Hogard. « Je suis rentré en 1953 d'Indochine, raconte ce colonial au regard noir, le ton dur et parfois cassant. Lorsque j'ai été affecté au CEEA, j'ai fait la connaissance du colonel Lacheroy. J'écoutais ses laïus, dans lesquels j'ai découvert des choses qui m'ont beaucoup intéressé parce que ça simplifiait la compréhension et parce que ça apportait des réponses plus précises à beaucoup de choses que j'avais constatées en Indochine. Tout cela m'a énormément intéressé ; et je me suis emparé de ce que Lacheroy nous livrait alors et j'en ai fait mon bien ; je suis parti de là <sup>12</sup>. »

À la suite de trois longs séjours en Indochine, de 1945 à 1953, et alors qu'il prépare le concours d'entrée de l'ESG, Hogard affine son analyse du système chinois auquel Lacheroy attribue l'origine de la théorie des hiérarchies parallèles <sup>13</sup>. Aussi étonnant que cela puisse paraître, Hogard dresse un tableau somme toute positif de l'organisation de l'armée chinoise, de son efficacité, de sa discipline et surtout de sa tradition populaire issue d'une longue pratique de la guérilla. Il en dégage ce qui lui apparaît comme étant éminemment « révolutionnaire » et moderne. Modernité qui, d'une certaine façon, l'apparente à celle de l'armée française, celle qui trouve sa source dans un acte politique fondateur. L'armée chinoise, dit-il, s'est trouvée « dans une

situation  
troupes c

Par  
développ  
remarqu  
des milit  
çaise, pa  
s'appuye  
les événe  
lution o  
désormai  
partie du  
l'arme ps  
l'emploi  
de la « gu

En q  
boucle de  
leçons du  
tion gran  
nisation l  
d'Algérie.  
vier 1957  
bien quel  
tiste : la D

Décon  
gnements  
vice de pr  
la lutte co

Pour  
police <sup>15</sup> »  
Près de 3 0  
partie mus  
libération  
avec deux  
musulman  
les hiérarc  
homme cl  
taire franç

C'est l'heure du choix. L'heure du pouvoir. Il doit faire beau ce jour-là sur le parc de l'Élysée, arrosé par la lumière estivale. Bientôt, le 14 juillet et sa garden-party. Le Président hésite-t-il ? En haut de la note, il trace à l'encre noire une brève annotation comme d'habitude : « Oui. J'ai vu M. Joxe. FM<sup>24</sup>. »

Sans le savoir, les Français sont en guerre.

Une guerre invisible à leurs yeux, très loin au cœur de l'Afrique. Une guerre noire.

Le jour où il nous a raconté les combats de Byumba, le général James Kabarebe, l'actuel chef d'état-major des Forces rwandaises de défense, avait comme une trace d'incompréhension dans la voix. Malgré une silhouette longiligne et un visage presque adolescent, Kabarebe n'est pas un enfant de chœur : à 47 ans, il en compte dix-sept consacrés à la guerre. Il a ravi le Congo au maréchal Mobutu et commandé pendant une courte période l'ensemble de l'armée congolaise. En juin 1992, il commande les batteries d'artillerie de l'APR :

« – Quand vous vous battez au front, vous ne savez pas forcément ce qui se passe de l'autre côté de la ligne, en dehors des échanges de tirs. Personnellement, la première fois que je me suis retrouvé au contact des Français, c'était en juin 1992 à Byumba. Ils avaient apporté une nouvelle batterie d'artillerie de 105 mm. Ils l'utilisaient. Ce devait être une nouvelle arme, que nous n'avions pas rencontrée depuis 1990. Ce nouveau système était supposé en finir avec l'Armée patriotique rwandaise.

« Ils sont donc venus directement sur la ligne de front à Byumba. Ils nous ont bombardés tout le long de cette ligne, de Ruhengeri jusqu'au Mutara. Ils étaient très près de la ligne, car nous pouvions entendre leurs communications. Ils ont bombardé nos tranchées. Quand les Français estimaient avoir suffisamment tiré, les FAR avançaient pour finir le travail. Mais à leur grande surprise, quand les FAR ont avancé, nous les attendions très près de leurs tranchées et on leur a tiré dessus à revers, de très près. Il y a eu beaucoup de pertes. Ceux qui ont survécu étaient souvent blessés. Ils se sont repliés à l'endroit où se trouvaient les Français. Et là, je me souviens, la radio qu'écoutaient les Français et les FAR était juste à côté de moi : ils les ont engueulés... Ils étaient si durs, les traitant de faibles, d'inutiles. Ils disaient [en français] : "Les Forces armées rwandaises sont faibles, faibles, comment pouvez-vous échouer après de tels bombardements ?"

« – Vous avez alors compris que les Français commandaient les bombardements ?

« – Oui, mais pas seulement les bombardements. Ils commandaient les FAR, tout l'ensemble. Il y a deux éléments importants : ils commandaient les FAR, mais ils étaient furieux contre eux, de ne pas faire autant qu'ils le souhaitaient. Les Français ayant investi, organisé et commandé ces forces, apporté ce système d'armes. Tout ce qu'ils pouvaient faire, ils l'avaient fait : et les FAR

n'arrivaient pas à jouer leur rôle. Mais le ton de colère du commandant français qui parlait à la radio, cette colère... montrait qu'il se sentait plus concerné que les Rwandais eux-mêmes. C'était son affaire<sup>25</sup>. »

Prisonniers d'une logique qu'ils ont eux-mêmes enclenchée, les responsables parisiens vont s'enfoncer dans une nasse. En attendant, les responsables rwandais profitent de l'aubaine pour obtenir de leur partenaire le plus d'aide possible.

### *Le temps des milices politico-militaires rwandaises et de la Garde présidentielle*

À partir du printemps 1992, on ne peut plus envisager la guerre sous une seule dimension. Tous les aspects du conflit se dédoublent. En mars, quelques extrémistes du MRND créent un nouveau parti, la Coalition pour la défense de la République (CDR), censé revenir aux sources de la II<sup>e</sup> République. En fait, la CDR est un ramassis d'extrémistes qui propagent ouvertement un racisme antitutsi très agressif. C'est le porte-voix de ce que le président Habyarimana et surtout son entourage pensent tout bas. En mai, nouveau dédoublement. L'ancien parti unique lance un « mouvement de jeunesse » appelé *Intera-kamwe*, « ceux qui attaquent ensemble ». Au départ, la violence n'est que verbale pour cette association qui sert à mobiliser les masses militantes dans les meetings du MRND. Un an plus tard, les militants se transforment en miliciens.

Dans une lettre adressée au président Mitterrand, le 8 mai 1992, où il réclame un renforcement de l'aide militaire française, Juvénal Habyarimana expose cette nouvelle forme bicéphale de la guerre. « Pour ce qui est de la guerre, écrit le président rwandais, son évolution a pris aujourd'hui une forme double : d'un côté, des infiltrations de groupes armés, à la faveur de la nuit, pour terroriser la population, voler, piller, tuer et même attaquer les centres d'hébergement des personnes déplacées, en provoquant d'indescriptibles souffrances, et de l'autre côté, bombardements réguliers, meurtriers à partir de l'Ouganda, sur une bande frontalière d'environ 3-5 km, ces bombardements se faisant avec des roquettes à têtes multiples, et d'autres équipements nous apparaissant de plus en plus sophistiqués et puissants. Cette nouvelle tournure prise par la guerre nous amène à redéfinir nos besoins logistiques actuels et futurs, en matière de défense nationale<sup>26</sup>. »

En réalité, cela fait déjà plusieurs mois que le Président rwandais adapte son armée à l'effort de guerre imposé par la pression constante du FPR. Or, comme cette armée est faible, il va chercher du renfort en dehors de la sphère militaire. Là où Juvénal Habyarimana exerce encore un contrôle fort : dans le cadre politique du MRND, l'ancien parti unique. Sans contrôle et presque

Avec le recul, Édouard Balladur concède que le gouvernement aurait pu gagner un peu de temps : « Je veux bien que l'on me fasse le reproche de ne pas être allé assez vite, à huit ou quinze jours près. Mais il faudrait se rappeler ce qu'était l'atmosphère internationale et la suspicion qui pesait sur la France <sup>6</sup>. » Mieux que personne, le Premier ministre sait qu'il existe alors au sein de l'état-major et dans l'entourage du président de la République, de fervents partisans d'une action offensive forte en soutien au GIR.

« Maître des méthodes », selon le terme employé par François Mitterrand, l'amiral Lanxade met en branle la machine militaire. De nombreux plans sont dans les tiroirs, faisant l'objet d'études depuis plusieurs semaines. Ainsi, le patron « opérations » du Commandement des opérations spéciales (COS), le colonel Jacques Rosier, se voit demander une étude sur une arrivée à Kigali : « Avant de partir, dans la phase préparatoire, courant mai, on m'avait demandé d'étudier la faisabilité de la mise en place d'un détachement du COS à Kigali. Dans l'entourage de Mitterrand, on voulait aller sur Kigali. Bien en amont, en mai, j'ai donc fait une étude... En hélico, cela aurait été une aventure terrible, très risquée en termes militaires. Or, Balladur l'a dit devant la mission d'information, il ne voulait pas prendre de risques, il ne voulait même pas entrer sur le territoire rwandais. L'arrivée sur Kigali a donc été étudiée, mais pas exécutée <sup>7</sup>. » Après beaucoup de discussions et l'intervention d'un expert de la région – Gérard Prunier – qui met son savoir au service du ministère de la Défense, il est décidé d'entrer au Rwanda par l'ouest, par le Zaïre, en passant par les deux grandes villes de la région : Gisenyi au nord et Cyangugu au sud.

Dans cette phase préparatoire, les « manœuvres médiatiques » sont mûrement réfléchies. De quoi parle-t-on exactement ? De communication, de nouvelles bien présentées ou de mensonges purs et simples ? Le colonel Martin-Berne s'anime lorsqu'il évoque ce concept forgé dans les années 1970 par lui et quelques autres. Avant de passer par l'ESG en 1980-1981, il a étudié à la Sorbonne la théorie et la pratique de la communication : comment rédiger un communiqué, synthétiser une information, comment répondre à une interview télévisée... « Dans la manœuvre médiatique, qui fait partie de la manœuvre générale, explique-t-il, on doit faire attention au secret et bien évidemment livrer la vérité sans dévoiler le secret des opérations militaires. Il est même possible de simuler et de dissimuler des opérations pour le bien des opérations militaires réelles, même à caractère principalement humanitaire. Il ne faut pas être naïf. On conçoit les deux de manière imbriquée <sup>8</sup>. »

Le « truc » le plus classique d'une bonne manœuvre médiatique consiste à focaliser l'attention des journalistes sur un aspect particulier de la mission, si possible positif : sauvetage de civils, protection de réfugiés. Pour mieux accomplir, ailleurs, un autre aspect de la mission, moins visible : fourniture clandestine d'armes à l'un des partis, élimination d'un ennemi identifié ou

avant les troupes de l'APR. Jusqu'à ce qu'ils se rendent compte de l'avancée rapide des rebelles sur le terrain. Concernant les lacunes du renseignement, l'officier des troupes de marine a aussi la mémoire sélective. La mission du COS est bien d'« ouvrir la porte » aux troupes de *Turquoise*. Paris a alors une vision nette des forces en présence :

« – Sa première mission, précise le général Lafourcade en évoquant le COS, c'est la reconnaissance et le renseignement pour savoir ce qui se passe, où sont les camps de réfugiés menacés. On ne savait rien, il y a eu des reconnaissances de Mirage IV mais, avec les nuages, on ne voyait rien, on ne savait rien sur les combats et la zone, en gros.

« – Comment expliquer ça ?

« – Cela prouve que l'on n'avait plus grand monde au Rwanda, nulle part. À part ceux qui étaient enfermés à Kigali, mais ceux-là, ils ne savaient pas grand-chose et ils n'avaient pas le droit d'aller se balader à droite et à gauche, donc on ne savait rien et c'était un sacré problème <sup>15</sup>. »

Nous avons donc des gens « enfermés à Kigali » ? Pour les spécialistes des opérations de renseignements, cet aveu tardif du général Lafourcade sur l'existence d'un dispositif dans la capitale rwandaise n'a rien de surprenant. Dans leur jargon, ils appellent ces hommes des « sonnettes », capables de rester des jours, voire des semaines immobiles à observer une situation pour en rendre compte quotidiennement. Tous les officiers rwandais que nous avons interrogés – des FAR ou du FPR – ont eu la même réponse : ils n'ont pas vu de Français à Kigali durant le génocide. Pourtant, l'état-major et la présidence de la République française ont pu compter sur ces « sonnettes » pour évaluer l'ampleur du conflit.

Si les « sonnettes » ne sont pas des troupes régulières, s'agit-il de mercenaires ? L'hypothèse n'est pas si incongrue. Le général Jacques Rosier, le patron du COS, apporte prudemment un élément de réponse : « C'est possible..., nous confie-t-il, le 23 juin au soir, à Cyanguu, un émissaire vient me voir dans la maison que j'occupe pour me proposer de voir deux personnalités du gouvernement intérimaire. J'accepte, pour prendre la température. Je rencontre ces deux ministres en catimini, le ministre des Affaires étrangères et le ministre de la Défense<sup>a</sup>. Tout de suite, ils me demandent des munitions. Je réponds : "Vous avez vu ce qui se passe, on n'en est plus au stade des munitions et des canons." Le ministre des Affaires étrangères n'apprécie pas du tout. Il lance : "Si vous ne le faites pas, on demandera au capitaine Barril." Du tac au tac, je réponds : "Choisissez vos fournisseurs." Jérôme Bicamumpaka a vraiment fait la gueule, l'autre, Augustin Bizimana, avait l'air triste. Ils n'ont

a Le ministre des Affaires étrangères et de la coopération du GIR est Jérôme Bicamumpaka, le ministre de la Défense est Augustin Bizimana.

pas lancé de menaces. Alors Barril, oui... compte tenu du personnage, c'est possible. Dans ces eaux là, on ne peut être sûr de rien <sup>16</sup>. »

Il faut aux soldats français du COS quelques jours, une semaine maximum pour comprendre le niveau d'implication des autorités locales dans le génocide. Leur première réaction est souvent la stupeur face au spectacle de l'horreur. Le capitaine Bernard Gondal s'en souvient comme si c'était hier. Le Rwanda lui a laissé des images indélébiles, de celles qui marquent à vie, car jamais ce soldat d'expérience n'avait vu une telle démonstration de violence. La peur à son état brut. Ancien homme du rang, puis sous-officier ayant servi au 1<sup>er</sup> et au 6<sup>e</sup> RPIMa, le capitaine Gondal n'est pas un « bleu » lorsqu'il arrive à Cyangugu comme officier de renseignement du Groupement sud. Il connaît son métier et il connaît l'Afrique pour avoir tourné à Djibouti, au Gabon et au Zaïre où il fut conseiller technique de la 31<sup>e</sup> Brigade parachutiste, une unité d'élite de Mobutu.

« Très vite, dit-il, la population nous renseigne, il y a beaucoup de délation. Les gens ont très peur de tout : des génocidaires, des victimes et des repréailles du FPR. Peur de tout : on voit ça une fois dans sa carrière, avec des histoires extraordinaires de gens obligés de massacrer leurs enfants, des hommes obligés de tuer leur femme pour leur éviter une mort trop atroce. Des trucs de dingue. En fait, on voyait sur les lieux de massacres que les premières victimes étaient les enfants et les femmes, ceux qui couraient le moins vite. Au départ, pour expliquer ces massacres, on nous dit que ce sont les miliciens. En fait, on s'aperçoit que c'est tout le monde. Une grande partie de la population survivante a participé aux massacres. Dès qu'on arrive, ils nous font confiance. Trop. Il faut donc tout filtrer pour débusquer les règlements de comptes, les mensonges <sup>17</sup>. »

Avec une équipe de CRAP<sup>a</sup> du 2<sup>e</sup> REP, ses yeux et ses oreilles, il découvre l'impensable organisation des massacres : « Très vite, nous avons la sensation désagréable que les autorités ont organisé les massacres. Mais on sait aussi que ce n'est pas le cas de toutes les autorités. Les préfets, les bourgmestres : il y a une vraie déliquescence de l'autorité civile. Cela fuit de partout, dans tous les sens. Nous nous attendions à voir des assassins, des tueurs... mais pas à cette implication des autorités locales. Que tout cela soit organisé, c'est fou. D'autres ont aussi essayé de protéger les Tutsi <sup>18</sup>. » Rien n'est simple au temps du génocide. Surtout pour ceux qui n'ont pas connu la période d'avant guerre, comme le capitaine Bernard Gondal et son supérieur hiérarchique direct, le lieutenant-colonel Jacques Hogard.

Pas d'erreur ou d'homonymie : Jacques Hogard est bien le fils du général Hogard, le disciple préféré du colonel Lacheroy. Débarquant de Djibouti, cet

a Commandos de recherche et d'action dans la profondeur du 2<sup>e</sup> Régiment étranger parachutiste, un régiment de la Légion étrangère.

Hogard

Le temps des mensonges

officier de la Légion étrangère arrive le 29 juin au Rwanda avec deux compagnies du 2<sup>e</sup> Régiment étranger d'infanterie, plus une compagnie tchadienne, pour prendre la relève du COS dans le secteur sud. Premier réflexe : installer son poste de commandement sur l'aérodrome de Cyangugu où une piste en dur surplombant le lac Kivu permet d'organiser tranquillement les opérations. Le comité d'accueil est là, avec à sa tête le préfet de Cyangugu, Emmanuel Bagambiki :

« - Les autorités rwandaises me disent, c'est tant [d'argent] par jour. Sur-réaliste, raconte le lieutenant-colonel Hogard. Je dis non, on s'installe. Et j'annonce la nécessité de mettre en place un comité de coordination entre nous et les Rwandais, avec réunion tous les jours à 11 heures. Je présente au préfet notre mission : neutralité et impartialité. On emploiera la force si besoin est.

« - Quelle est la réaction du préfet ?

« - Je ne peux pas vous dire qu'il bondit de joie. Bien qu'il ait été élargi par le tribunal d'Arusha, je pense que c'est un vrai salopard, passez-moi l'expression. J'en ai la conviction, si ce n'est les preuves : il fallait voir la rouerie, l'hypocrisie et la perfidie du bonhomme pour le comprendre tout de suite. Donc, il fait grise mine. C'était du feeling, mais lorsque j'ai rencontré le préfet de Cyangugu, d'emblée il m'a révolté. Je ne savais pas ce qu'il avait fait ou pas, mais je savais qu'il devait déguerpir. Ensuite, j'ai compris qu'il donnait des ordres aux milices à l'extérieur de la ville, tout en nous assurant qu'il calmait le jeu. C'est aussi pour cela que l'on a accéléré le processus de décomposition de l'État rwandais<sup>19</sup>. »

Décomposer l'État rwandais... En réalité, la force *Turquoise* n'a pas vraiment à forcer son talent pour parvenir à un tel résultat. Si, avant guerre, l'armée et l'administration territoriale fonctionnent encore à peu près normalement, après trois mois de génocide guerrier, le processus de désintégration de la société est bien avancé. C'est d'ailleurs l'une des raisons expliquant la défaite militaire des FAR. À engager toutes les ressources de l'État dans le processus génocidaire, l'armée a fini par perdre le contrôle des opérations sur le terrain au profit des hiérarchies parallèles génocidaires : logistique, armement, milices, etc. Les témoins présents au Rwanda fin juin 1994 sont unanimes : un pays entier a sombré dans un chaos apocalyptique, sauf ces structures.

Dans cette fournaise, les soldats français improvisent beaucoup, réagissant jour après jour aux évolutions de la ligne de front. « Pour nous, dit Jacques Hogard, le principal objectif de *Turquoise* était de sauver des vies. Nos intentions n'étaient pas belliqueuses, mais il fallait se protéger. Notre but n'était pas de faire la guerre au FPR, mais il fallait être sur ses gardes<sup>20</sup>. » L'APR va vite, très vite. Trop vite pour l'état-major parisien, obsédé par l'idée d'une « rupture du front » pour reprendre une expression de l'amiral Lanxade. En

effet, si la ré  
sûr, les offic  
nement inté  
FAR. Ici résis  
insulter l'av

En « ouv  
d'abord remp  
hishi et ses h  
au nord de E  
troupes du F  
plutôt bienv  
d'anciens de  
terrain rwand

Dans le s  
est décrétée le  
ciaux : « On r  
tirerons dess  
Habyarimana  
1<sup>er</sup> RPIMa. Ap  
il restera que  
major de Turq  
Rosier peut au  
« le FPR va étr  
plutôt un Aus

À l'oppo  
d'une tout au  
Rwanda. Avar  
plan de Bukav  
connaisseur de  
précise des for  
après les faits  
ment révoluti

a Instaurée pa  
précédentes  
mandat de p  
du conflit en  
du sud-ouest

effet, si la rébellion enfonce la ligne de front, sa victoire sera complète. Bien sûr, les officiers français ont compris que la partie est perdue pour le gouvernement intérimaire, mais il convient de ménager les ressources militaires des FAR. Ici réside toute la subtilité de *Turquoise* : ne pas ternir le présent, ne pas insulter l'avenir.

### *Il faut sauver la face des génocidaires*

En « ouvrant la porte » à partir du 24 juin, les 220 soldats du COS vont d'abord remplir quelques objectifs prioritaires : sécuriser le camp de Nyarusishi et ses huit mille réfugiés tutsi, sauver un couvent de religieuses à Save, au nord de Butare, sur demande du Vatican et repérer les mouvements de troupes du FPR. Dans un premier temps, leur attitude vis-à-vis des FAR est plutôt bienveillante. Selon que les officiers commandant les unités sont d'anciens de *Noroît* ou du DAMI, ou qu'ils ne connaissent absolument pas le terrain rwandais, ils n'adoptent pas le même comportement.

Dans le sud, à Gikongoro, au moment où la Zone humanitaire sûre<sup>a</sup> (ZHS) est décrétée le 4 juillet 1994, le colonel Didier Tauzin clame aux envoyés spéciaux : « On ne passe plus. Si le FPR vient et menace la population, nous lui tirerons dessus<sup>21</sup>. » Outre ses fonctions d'ancien conseiller du président Habyarimana, le colonel Tauzin est aussi un ancien de la DGSE, officier du 1<sup>er</sup> RPIMA. Après cette bourde, il est officiellement rapatrié sur Paris – en fait, il restera quelques semaines supplémentaires en arrière, rattaché à l'état-major de *Turquoise* au Zaïre. Dans la même période, son supérieur le colonel Rosier peut aussi affirmer aux journalistes présents à Gikongoro le 4 juillet que « le FPR va être très surpris, car Gikongoro ne sera pas un Dien Bien Phû mais plutôt un Austerlitz<sup>22</sup> ». Propos vite oubliés...

À l'opposé, le comportement du lieutenant-colonel Hogard témoigne d'une tout autre approche de la situation. Jacques Hogard ne connaît pas le Rwanda. Avant de quitter Djibouti, l'un de ses subordonnés lui griffonne un plan de Bukavu – les légionnaires n'ont aucune carte de la région ! En bon connaisseur des techniques de la guerre totale, l'officier a pourtant une vision précise des forces en présence, ainsi qu'il le détaille dans un livre écrit dix ans après les faits : « Dans sa stratégie de conquête du pouvoir, le FPR, mouvement révolutionnaire, a depuis longtemps intégré les paramètres du succès de

<sup>a</sup> Instaurée par un vote du Conseil de sécurité, la ZHS est un concept inspiré des expériences précédentes en ex-Yougoslavie où, pour la première fois, des Casques bleus ont eu pour mandat de protéger les civils dans des zones géographiques délimitées, où les forces armées du conflit en cours ne peuvent pénétrer armées. La ZHS du Rwanda couvre un cinquième du sud-ouest du pays.

la guerre révolutionnaire, notamment le facteur clef que constitue la mise en condition de l'opinion publique mondiale<sup>23</sup>. » La description ne manque pas de références... Plusieurs entretiens avec le colonel Hogard nous confirment qu'il est convaincu d'avoir affaire à « un mouvement d'inspiration totalitaire, qui est totalitaire, qui déroule une stratégie totalitaire<sup>24</sup> ».

Après l'installation de son poste de commandement sur l'aérodrome, ses légionnaires prennent le contrôle des axes : la route est-ouest reliant Butare à Cyangugu et la route nord-sud en direction du Burundi. Les forces du Groupement sud sont divisées en deux compagnies, l'une chargée de la ville, l'autre des campagnes environnantes. La compagnie tchadienne s'occupe du contrôle de la zone frontalière avec le Burundi. « Ce qui se passe, c'est que les effectifs sont dérisoires par rapport au nombre de gens à contrôler, précise le colonel Hogard, avec un terrain très vallonné, avec beaucoup de végétation, des vues très limitées. C'est là que la matière grise, l'énergie et le taux d'activité doivent supplanter la faiblesse des effectifs. Avec les milices, la question est en permanence de se demander où on peut intervenir pour déstabiliser l'adversaire, qu'il se sente en insécurité. Pour ça, il faut travailler de nuit et aller dans des zones où il imagine qu'on n'ira pas. Pendant des semaines, on va se mettre dans la peau des génocidaires en se disant que peuvent-ils essayer d'imaginer pour continuer à perpétrer leurs derniers forfaits<sup>25</sup> ? » Jacques Hogard ne cache pas qu'il est très délicat pour ses hommes de désarmer les miliciens *Interahamwe* accrochés à leurs barrages filtrants.

Ne pas ternir le présent, ne pas insulter l'avenir. Derrière son visage rond et avenant, l'officier français fait preuve de pragmatisme. « Au début, l'ancien régime continue d'administrer, dit Jacques Hogard, on est obligé de traiter avec ces gens-là pour ne pas déstabiliser ce qui reste, tout en restant méfiant. On sauve la face, si vous voulez. C'est la phase d'arrivée jusqu'au 18 juillet. C'est une vraie difficulté. On sent qu'on dérange. Alors, on accentue la pression, morale et physique. Progressivement. Dans les trois ou quatre premiers jours, on croise des civils dans des pick-up, des milices armées de la machette à la Kalachnikov. On est confronté à des barrages. On les démantèle en souplesse en leur disant : « La France s'occupe de la sécurité des populations, ce n'est plus vous, c'est nous. » C'est difficile, vous êtes sur un baril de poudre et il faut éviter l'étincelle<sup>26</sup>. » Les légionnaires ont bien compris qu'ils ne pourraient pas compter sur les forces génocidaires pour contrôler le territoire, mais il faut éviter d'en faire des ennemis. La frontière vers le Zaïre sera donc très poreuse. Cela arrange tout le monde.

Après la première semaine d'intervention, l'état-major de *Turquoise* sait à quoi s'en tenir : se méfier de tous, surtout des rebelles qui avancent à toute allure vers le Zaïre. Mais l'armée française n'a pas encore abattu toutes ses cartes... Alors que la plupart des journalistes suivent les Forces spéciales dans le quart sud-ouest du pays, une étrange manœuvre se déroule au nord dans les

LOCALISATION DES MASSACRES DE MAI À AOÛT 1994 ET PRINCIPALES OFFENSIVES DU FPR

Mai à août 1994

officiers couvrent, en parallèle, deux zones distinctes. Bisesero se situe à la limite des deux zones. La très bonne question du retard de trois jours reste, elle, sans réponse. À plusieurs reprises, notamment dans une longue lettre adressée à la mission d'information parlementaire, Marin Gillier s'est défendu en affirmant qu'il pensait avoir à affaire à des troupes infiltrées du FPR et non à des rescapés tutsi, jusqu'à ce qu'il finisse par découvrir le site. Un argument repris par le colonel Rosier et le général Lafourcade, qui rejettent la responsabilité de leur immobilisme sur... Duval et Saint-Exupéry, affirmant n'avoir jamais été alertés le 27 juin de cette découverte de Bisesero.

« J'ai découvert cette polémique en 1998, dit Jacques Rosier, avant mon audition devant la mission d'information, il y a eu une réunion informelle. On discute, je fais le listing des éléments qui font polémique. Je demande à Gillier de me rappeler le timing de cette affaire-là. Duval dit : "Mais moi, je vous ai rendu compte." Quand ? De quoi ? Il me dit : "Des gens blessés." Beaucoup plus tard, par Bernard Lukan et les archives, j'apprends qu'il y a un message écrit qui n'a aucun sens<sup>a</sup>. Alors, on peut faire des tas d'hypothèses... Je pense que Duval déclenche sa "manip", le 27 juin, il part avec des journalistes. Il fait un truc à lui, sans ordre. Vu la situation, il se sent un peu léger, il se dit : "Si je vais aider les Tutsi, je vais rompre la consigne de neutralité." Donc, il ne dit rien. Je pense qu'il a fait une connerie qu'il voulait cacher. Les commandos de l'air n'avaient pas l'expérience de ce genre de situation. Peu importe<sup>30</sup>. » Le général Rosier accuse le lieutenant-colonel Duval d'avoir volontairement caché la découverte du 27, parce qu'il serait sorti du cadre de sa mission. Possible, mais peu plausible. C'est parole contre parole.

Une fois encore, le général Lafourcade fournit involontairement une clef de lecture à cette polémique. « Voilà, dit-il, ce qui s'est passé sur Bisesero. Moi, je n'ai rien avant le 30 juin. Il y a eu un malentendu au niveau du COS, de l'unité qui a eu le renseignement. Est-ce qu'il a rendu compte ? Rosier, lui ne m'a pas rendu compte. Même lorsque François Léotard est venu le 28, il n'en a jamais été question<sup>b</sup>. C'est Duval qui a planché devant le ministre et il n'en a rien dit. Je ne comprends pas ce qui s'est passé là. Je n'ose pas imaginer qu'il ait rendu compte à Rosier, que Rosier lui ait dit : "Vous fermez votre gueule, même devant le ministre", c'est impensable. Impensable : la mission au contraire était de montrer, sans arrêt, qu'on sauvait des gens. On aurait saisi

a Ce rapport écrit « Fax n° 3 », retrouvé aux archives du SHAT et publié dans le livre de Pierre Péan, *op. cit.*, p. 477-478, date du 29 juin 1994 la remontée d'information effectuée par le lieutenant-colonel Duval qui raconte par le menu sa mission du 27 juin. D'après Péan, « Diego » aurait alerté sa hiérarchie... trop tardivement et par écrit ! Ce qui ne semble pas très logique, au vu des circonstances.

b Lors d'une tournée des popotes, le ministre de la Défense se voit présenter le dispositif du COS, le 28 juin 1994 à Kibuye, là où est installé le PC des équipes des commandos parachutistes de l'air (CPA n° 10 de Nîmes) du lieutenant-colonel Duval.

Au fil des mois, après la signature le 4 août 1993 de l'accord d'Arusha, la RTLM devient le porte-voix de la frange extrémiste du MRNDD et de la CDR, se faisant le relais des thèmes préférés des officiers radicaux. Elle alimente ainsi un climat de haine qui trouve, à partir du 7 avril 1994, toute latitude à s'exprimer. « Radio la mort », comme la surnomme les Casques bleus, se transforme en instrument de communication directe entre les planificateurs et les exécutants du génocide. Tel jour, un animateur désigne des *Inyenzi* à abattre dans une ambulance ou une voiture de telle couleur à tel endroit. Et cela se reproduit, tous les jours, toutes les heures, de jour comme de nuit. Fin mai, les directives sur l'autodéfense civile des populations sont relayées à l'antenne. Bref, la RTLM est une chaîne parallèle de commandement du génocide. Tout cela, les officiers français le savent en arrivant, fin juin sur les collines.

Le commandement de l'opération est tout à fait conscient du problème. « Les radios, c'est un vrai problème, dans les deux sens, explique le colonel Hogard. J'ai demandé une radio, pour moi, une radio *Turquoise*, cela aurait été formidable. Ce procédé avait déjà existé en Bosnie. On ne l'a pas eue, c'est dommage. Ça nous aurait permis de faire passer des messages. Dans l'autre sens, c'est vrai que ce problème des radios extrémistes n'a pas été bien traité. On les a traquées et on ne les a pas trouvées. C'est un échec de *Turquoise*, ça oui. Une fois, mon équipe CRAP a failli attraper une camionnette et l'émetteur, mais ils sont arrivés trop tard. C'est un échec, mais ce n'est pas faute d'avoir essayé<sup>32</sup>. »

Même analyse et même réflexe du général Lafourcade, qui précise que, dans un premier temps, le « phénomène RTLM » n'a pas été pris à sa juste mesure : « On n'a pas mesuré l'impact de cette radio... on savait qu'elle existait. On s'en est rendu compte en arrivant sur le terrain : les cancrelats, il faut terminer le travail... etc. Très vite, on s'est dit : "Il faut la neutraliser." Mais on n'avait pas senti le coup, sinon on l'aurait prévu en planification. » Pourtant, les équipes des forces spéciales se mettent immédiatement en chasse. À l'aide de goniomètres – un appareil qui permet de mesurer l'angle d'une émission radio et de la repérer par une méthode de triangulation – les CRAP traquent les émetteurs de la RTLM. Et ils les trouvent, « trois à quatre jours » après l'arrivée du général Lafourcade, soit début juillet.

« – J'ai donc envisagé de monter une opération spéciale, dit-il, car on arrivait à la localiser. C'était un émetteur mobile, dans deux voitures. Mais cela m'a été refusé par l'état-major des armées. Je le regrette, car on sait faire ce genre de chose.

« – C'est une décision politique ?

« – C'est une décision de l'état-major des armées, je ne sais pas si elle est politique, derrière... je pense. Un coup comme ça, le chef d'état-major va demander au Premier ministre ou au Président : "Est-ce qu'on y va ?"<sup>33</sup>. »

S'ils ont d  
lage des émiss  
tard.

Qui a pris  
cèdent entretie  
affaire, son « r  
nous répondre  
décision, émin  
Premier minist  
trace écrite. Lo  
formel :

« – Non, je  
je souhaitais. J'  
opérations de g  
On n'était pas l

« – En sach

Premier ministr

« – Oui, bi

dans cette affair

vénient bien sou

nous étions laiss

et des années. Et

tirer les conclus

sommes allés à l

ronronne. Le sou

« Ça

Mi-juillet. C'  
déroute franchiss  
à Goma. Deux m  
vantables dans le  
ONG, incapables  
semaines, enviro  
démie de choléra  
l'été, l'image mc  
aujourd'hui, car c  
mation qui alime  
thèse d'un « doub  
vérité officielle de

chaînes de télévision du monde entier racontent les drames de Goma, au sud se joue le curieux épilogue de *Turquoise*.

Ce dimanche 17 juillet 1994, le lieutenant-colonel Jacques Hogard est à son poste de commandement, sur l'aérodrome de Cyanguu. « En début d'après-midi, dit-il, je suis averti que des voitures d'autorité, noires, type Mercedes grosse berline, arrivent en ville, entourées de camions militaires en bon état avec une troupe en meilleur état que les autres. Des soldats assez excités et surarmés. Je comprends tout de suite "ministres" et "Garde présidentielle". Je fais préciser le renseignement. On me dit qu'ils se réfugient dans une villa en bordure de lac où il y a des membres du gouvernement et le président par intérim du GIR...

« Je rends compte à Goma au général Lafourcade. Il me dit : "Il est hors de question que ces gens restent dans la ZHS, elle n'est pas faite pour eux, ce n'est pas un sanctuaire pour le gouvernement ou l'armée de l'ancien régime, il est hors de question que ces gens-là restent. Mais nous n'avons pas d'autres consignes, pas d'ordre." Il interroge Paris<sup>36</sup>. » Le président Théodore Sindikubwabo et Jérôme Bicamumpaka, le ministre des Affaires étrangères, sont protégés par une centaine d'hommes de la GP. Le cortège se voit traqué par l'avant-garde de l'APR, mais il espère une aide des soldats français.

À Goma, le commandant de l'opération perçoit immédiatement la difficulté de la situation. Juridiquement, le général Lafourcade devrait tenter d'arrêter ces génocidaires. Politiquement, c'est une autre histoire. Il réfère immédiatement à Paris. Un dimanche.

« - On n'avait pas de mandat pour arrêter les gens, précise aujourd'hui Jean-Claude Lafourcade, et on n'avait pas les moyens de le faire. J'ai rendu compte à Paris, le temps que la réponse arrive... Dans la soirée, arrive un papier, disant qu'ils sont indésirables.

« - Pourquoi ne pas les avoir arrêtés ?

« - Il faut demander à l'ONU et puis, une fois encore, on n'avait pas les moyens de le faire. Quand on en a arrêté, il fallait les mettre en prison. On a constitué des dossiers d'enquête, transmis à l'ONU<sup>37</sup>. »

Une présence « indésirable ». La position de Paris paraît assez alambiquée, mais elle a aussi, aux yeux de ceux qui la prennent, le mérite de ne pas insulter l'avenir. La chronologie est plus incohérente, car en fait les militaires vont précéder les ordres politiques. À cet égard, la suite de l'histoire racontée par le lieutenant-colonel Hogard est explicite : « Dans l'après-midi, je prends des gens du REP<sup>a</sup> et je vais les voir. On était un Français pour dix Rwandais. Il devait y avoir une centaine de soldats de la GP, bien armés. Or je n'avais pas envie qu'une affaire comme celle des dix Casques bleus belges nous arrive. J'ai

a Le 2<sup>e</sup> Régiment étranger parachutiste qui fournit au Groupement sud de *Turquoise* les équipes de CRAP.

donc pris les meilleurs, les mecs des CRAP et je leur dit : "Si il y a quoi que ce soit, on tire et on se dégage." En entrant, les Rwandais ont voulu nous désarmer. J'ai dit : "Non, non, un soldat, c'est une arme, une arme, c'est un soldat, c'est indissociable." Il y avait une vraie tension et une animosité contre nous très palpable, parce que la France jouait le jeu de *Turquoise*, tel que défini par la communauté internationale, ce qui créait chez eux une vraie frustration. Je rentre avec mon officier renseignement et mon officier opération dans un salon et je me retrouve face à Théodore Sindikubwabo et Jérôme Bicamumpaka. Des gens complètement à plat, complètement... en termes militaires, on dit "azimutés", paumés et en même temps se drapant dans leur dignité, en complet veston cravate<sup>38</sup>. » À ce stade, l'officier de la Légion n'a aucun ordre « politique » sur sa mission. Seulement une indication de son supérieur hiérarchique : faire en sorte que ces « autorités » quittent la région. Un soldat face à des politiques.

La discussion s'engage. Elle commence par un « discours très surréaliste » selon Jacques Hogard avec une référence historique bien française :

« – Nous sommes comme De Gaulle quittant le gouvernement à Bordeaux en 1940, disent-ils, puis quittant la France pour l'Angleterre. Mais l'heure de la revanche a sonné. Nous avons été "vaincus par une force mécanique supérieure", comme disait le Général, mais le temps arrivera où...

« – Vos considérations historiques sont très intéressantes, répond le neveu du général de Bénouville<sup>a</sup>, mais je n'ai qu'une chose à vous dire : "Vous allez partir, vous ne restez pas ici."

« – Comment, vous représentant de la France qui toujours avez été à nos côtés contre l'ennemi... Donnez-nous au moins les moyens de foutre le camp !

« – La France ne vous donnera pas de moyens, tranche l'officier, vous êtes arrivés là, je ne sais pas comment, vous en repartez je ne sais pas comment, c'est votre problème.

« – De combien de temps disposons-nous ?

« – Écoutez, moi, c'est la montre qui tourne, vous venez d'arriver, vous partez. Il n'y a pas de refuge à Cyangugu, il n'y a pas de gouvernement intérimaire, pas de siège provisoire du gouvernement intérimaire à Cyangugu, il n'y a pas de zone gouvernementale assimilable à la Zone humanitaire sûre<sup>39</sup>. »

Après une demi-heure de négociations, les deux parties tombent d'accord sur un délai de 24 heures. « En même temps, ajoute Jacques Hogard, parce que

<sup>a</sup> Disparu en 2001, Pierre Guillaïn de Bénouville fut l'un des généraux de la Résistance, avec Jacques Chaban-Delmas, ordonné par De Gaulle. Ancien camelot du Roi, écrivain nationaliste intransigeant, ami de François Mitterrand et de Jean-Marie Le Pen, il deviendra après guerre un homme d'affaires influent. Sa photo noir et blanc de jeune général deux étoiles orne la cheminée du bureau de Jacques Hogard.

je suis pragmatique et pas idiot, je me suis rendu de l'autre côté de la frontière au Zaïre, pour voir mon homologue, un colonel commandant de la circonscription du Kivu, pour lui dire : "Vous ne fermez pas les frontières, vous les laissez poreuses, je ne veux pas que vous empêchiez ces gens-là de partir, le Zaïre est grand, ils n'ont que ça pour partir." Et c'est ce qui s'est passé. Le lendemain, à midi, il n'y avait plus personne. C'est ça qui m'a été reproché, notamment par Saint-Exupéry, votre estimé confrère, en disant que j'ai provoqué et organisé le départ du gouvernement intérimaire au Zaïre<sup>40</sup>. »

L'épisode est une plaie pour le colonel Hogard : avec le recul, il admet s'être laissé enfermer dans une position délicate pour un militaire à qui l'on demande, sans le dire, de faire de la politique : « Je n'avais pas le mandat de les arrêter, dit-il, si on avait eu le mandat de les arrêter, on l'aurait fait, ça ne me posait aucun problème. Personne ne nous a jamais demandé de les arrêter. Et ce n'est pas les autorités françaises que j'incrimine, parce que les autorités françaises n'ont jamais eu ce mandat de la part de la communauté internationale. Alors, défaut de volonté, défaut de rapidité de transmission, hésitations des chancelleries que sais-je encore ? Mais bon, voilà. Par ailleurs, moi sur le terrain, à l'époque, je ne savais pas quelle était la responsabilité exacte des uns et des autres. Je ne connaissais pas ces gens-là, je n'avais même pas l'organigramme du gouvernement rwandais. Quand vous remettez les choses dans le contexte du moment, voilà comment les choses se sont passées. Et je ne regrette rien, je pense que j'ai fait au mieux des intérêts de tout le monde, je n'ai pas de regret<sup>41</sup>. » Pourtant, le lieutenant-colonel Hogard n'a pas le même comportement avec les « petits » miliciens qui entravent l'action des troupes françaises. Quelques dizaines d'entre eux sont arrêtés, identifiés et photographiés par l'équipe renseignements du Groupement sud. Certains sont même incarcérés dans la prison de Cyanguu en raison des témoignages qui leur imputent de nombreux massacres. Il seront relâchés au lendemain du départ des troupes françaises, fin août, car les Casques bleus éthiopiens qui prennent la relève n'ont pas les moyens de les garder.

C'est fini. Le lendemain, lundi 18 juillet 1994, le cortège du gouvernement intérimaire passe au Zaïre. Un appel d'une radio extrémiste invite toute la population de la ZHS à le suivre pour continuer le combat. En une heure à peine, le bâtiment de la préfecture de Cyanguu est littéralement « dépecé » selon Jacques Hogard. Plus un bureau, plus une chaise, plus une prise électrique. Les génocidaires emportent tout ce qu'ils peuvent dans leur exil. Pendant un mois, les soldats de *Turquoise* vont mener une gigantesque opération d'action psychologique visant à « fixer la population » dans la ZHS, afin d'éviter qu'un nouveau drame sanitaire ne survienne au sud, comme celui de Goma, au nord. À l'aide de tracts, de points sanitaires, de distribution de nourriture, ils parviennent à retenir les centaines de milliers de paysans prêts à

Alain Juppé, après quelques déboires judiciaires, a été réélu maire de Bordeaux en octobre 2006.

Michel Roussin, après de nombreux déboires judiciaires, est vice-président du groupe Bolloré.

Dominique de Villepin est Premier ministre de la France depuis le printemps 2005.

Le général Christian Quesnot, retraité, est président du comité directeur de la *Revue de la Défense nationale*.

Édouard Balladur, président de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale, a décidé de ne pas se représenter aux élections législatives de 2007.

Le général Roméo Dallaire, retraité de l'armée canadienne, a survécu à deux tentatives de suicide avant de rédiger ses mémoires.

Le général Jean-Claude Lafourcade, retraité, s'occupe bénévolement de la gestion d'une maison de retraite à Versailles et préside l'association France-Turquoise.

Le colonel Jacques Hogard, retraité, a créé Épée, un cabinet d'intelligence économique.

Paul Barril, toujours dans le business de la sécurité privée, a délocalisé ses activités à Londres.

C  
avoi  
arch  
  
rand,  
pane  
et de  
de ch  
ment  
rappo  
ne fut  
tout le  
amén.  
la pos  
  
Ra  
sion de  
gères, s  
entre 1.